

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/N/1/THA/2

G/SCM/N/1/THA/2

14 juin 1995

(95-1590)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

THAILANDE

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 24 mai 1995.

Conformément à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, j'ai l'honneur de notifier au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires la réglementation de la Thaïlande en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, dont on trouvera copie ci-joint.

(Traduction effectuée aux seules fins de notification à l'OMC)¹

Notification du Ministère du commerce²

concernant

**les critères et procédures d'examen applicables à l'imposition de droits spéciaux
pour les produits importés en Thaïlande à des prix inéquitables
et à l'imposition de droits spéciaux pour les produits
subventionnés importés en Thaïlande**

B.E. 2534

Afin d'éviter qu'une branche de production nationale soit injustement touchée par l'importation de produits à des prix inéquitables ou l'importation de produits subventionnés le Ministre du commerce, en vertu de l'article 5 6) et de l'article 6, paragraphe 3, de la Loi sur les exportations et les importations B.E. 2522, et avec l'approbation du Conseil des ministres, notifie ce qui suit:

Article premier. La présente notification s'intitule "Notification du Ministère du commerce concernant les critères et procédures d'examen applicables à l'imposition de droits spéciaux pour les produits importés en Thaïlande à des prix inéquitables et à l'imposition de droits spéciaux pour les produits subventionnés importés en Thaïlande B.E. 2534".

Article 2. La présente notification entrera en vigueur à la date qui suivra la date de sa publication au Journal officiel.

Article 3. Dans la présente notification:

3.1 l'expression "produits importés à des prix inéquitables" s'entend des produits importés en Thaïlande à un prix inférieur à leur valeur normale, qui causent ou menacent de causer un dommage à une branche de production nationale.

3.2 l'expression "valeur normale" s'entend:

- 1) Du prix auquel un produit est vendu au cours d'opérations commerciales normales aux fins de consommation sur le marché intérieur du pays exportateur ou du pays d'origine, non compris les ristournes ou les remises d'impôt sur les ventes.

Lorsque les ventes sur le marché intérieur du pays exportateur constituent moins de 5 pour cent du volume des exportations du produit similaire, le prix de vente dans le pays exportateur n'est pas considéré comme la valeur normale.

¹Selon le système juridique thaï, le texte de toutes les lois, règles et réglementations qui fait foi est publié uniquement en langue thaï.

²Publiée au Journal officiel, vol. 108, article 178, 8 octobre 1991.

- 2) Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu sur le marché intérieur du pays exportateur ou du pays d'origine ou que ce prix de vente ne permet pas une comparaison valable, le prix utilisé est:
 - i) le prix à l'exportation depuis le pays exportateur à destination de pays tiers, auquel cas le prix est considéré comme approprié, ou
 - ii) le prix de vente calculé sur la base des coûts de production dans le pays d'origine, qui recouvre le coût de production, les frais d'administration et de commercialisation et d'autres frais de caractère général, y compris un taux de bénéfice raisonnable.
- 3) Lorsque les exportateurs du pays d'origine ne produisent pas ou ne vendent pas de produit similaire sur le marché intérieur, la valeur normale est calculée comme indiqué à l'alinéa 2).
- 4) Lorsque les exportateurs vendent le produit similaire sur le marché intérieur ou à un pays tiers en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais de production dans un délai raisonnable, les ventes en question ne sont pas considérées comme ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales et ne sont pas prises en compte pour déterminer la valeur normale.
- 5) Lorsque la production et le commerce font l'objet d'un monopole dans le pays exportateur ou que le gouvernement intervient au niveau des prix intérieurs, la valeur normale est construite sur l'une des deux bases suivantes:
 - a) le prix de vente du produit similaire sur le marché intérieur d'un pays tiers, ou
 - b) le prix calculé à partir des coûts de production définis à l'alinéa 2) ii) dans un pays tiers.

Lorsqu'il n'y a pas de prix de vente au sens de l'alinéa a) ou b), la valeur normale est construite sur la base du prix de vente du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur, sous réserve de prendre en considération un taux de bénéfice approprié.

- 6) Lorsqu'il n'y a pas d'importation directe depuis le pays d'origine parce que les importations passent par un pays intermédiaire, la valeur normale est construite sur la base du prix de vente du produit similaire dans le pays intermédiaire.

Lorsque les produits transitent simplement par un pays intermédiaire ou que des produits similaires ne sont pas produits dans le pays intermédiaire ou qu'il n'y a pas de prix comparable dans le pays intermédiaire, la valeur normale est construite sur la base du prix de vente dans le pays d'origine.

- 3.3 l'expression "prix à l'exportation" s'entend du prix des produits exportés depuis le pays exportateur à destination de la Thaïlande, non compris les taxes, ristournes et remises d'impôt dont ces produits font l'objet lorsqu'ils sont vendus dans le pays exportateur.

Lorsque le prix à l'exportation n'est pas fiable ou approprié, il peut être construit sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant; si les produits ne sont pas revendus à un acheteur indépendant, le prix à l'exportation est construit sur une base appropriée et le calcul ou la détermination du prix à l'exportation, prend en compte les coûts de production, les droits, les taxes à l'importation et les taxes de revente, y compris un taux de bénéfice approprié.

- 3.4 l'expression "Différence de prix"³ s'entend de l'excédent de la valeur normale sur le prix à l'exportation. Cette différence est obtenue en établissant une comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation du produit similaire à un moment et à un niveau aussi proches que possible du moment et du niveau où la transaction en question a eu lieu, en utilisant comme critère de base les prix sortie usine. Il est dûment tenu compte des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes autres différences qui pourraient affecter la comparabilité des prix.

La comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation se fait sur la base de valeurs moyennes pondérées ou transaction par transaction.

Dans les cas où il y a plusieurs différences de prix, il est établi une moyenne de ces différences de prix.

- 3.5 l'expression "importations subventionnées" s'entend des produits importés en Thaïlande qui ont fait l'objet de subventions accordées à la production, à l'exportation ou au transport par le pays producteur ou par le pays exportateur, directement ou indirectement, et qui ont causé ou menacent de causer un dommage à une branche de production nationale.
- 3.6 l'expression "produit similaire" s'entend d'un produit identique de par ses caractéristiques ou semblable au produit importé à un prix inéquitable ou au produit subventionné ou susceptible de lui être substitué.
- 3.7 l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production totale de ces produits, sauf lorsque les producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il est importé à un prix inéquitable ou du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'une subvention.

Dans les cas où les producteurs opèrent sur des marchés isolés ou restreints et vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production du produit en question sur ces marchés et où ils ont eu des parts de marché importantes ou des parts de marché additionnées importantes, ils sont considérés comme constituant une branche de production nationale.

- 3.8 le terme "Comité" s'entend du comité chargé d'examiner les procédures applicables à l'imposition de droits spéciaux pour les produits importés en Thaïlande à des prix inéquitables et à l'imposition de droits spéciaux pour les produits subventionnés importés en Thaïlande.
- 3.9 le terme "Ministre" désigne le ministre chargé d'établir la présente notification.

³Marge de dumping.

Article 4. Comité

- 4.1 Il est créé un comité appelé "Comité chargé d'examiner les procédures applicables à l'imposition de droits spéciaux pour les produits importés en Thaïlande à des prix inéquitables et à l'imposition de droits spéciaux pour les produits subventionnés importés en Thaïlande". Le Comité se compose du Directeur général du Département des affaires commerciales, qui siège en qualité de Président du Comité, d'un représentant du Ministère de l'agriculture et des coopératives, d'un représentant du Ministère des finances, d'un représentant du Ministère des affaires étrangères, d'un représentant du Ministère de l'industrie, d'un représentant du Conseil des investissements, d'un représentant du Département du commerce extérieur, d'un représentant du Département du commerce intérieur et d'un représentant du Département de l'enregistrement des activités commerciales, ainsi que d'un représentant du Département des affaires commerciales qui exerce les fonctions de secrétaire du Comité.
- 4.2 Le quorum requis pour les réunions du Comité est de la moitié du nombre total de membres.
- Si le Président n'assiste pas à une réunion ou ne peut pas exercer ses fonctions, les membres présents à la réunion élisent un des leurs pour le remplacer.
- 4.3 Les décisions sont prises à la majorité simple.
- Chaque membre a une voix. En cas de partage égal des voix, le Président a voix prépondérante.
- 4.4 Le Comité est autorisé à désigner des sous-comités ou des fonctionnaires compétents, conformément aux dispositions de la Loi sur les exportations et les importations B.E.2522, chargés d'exercer certaines activités ou de donner des avis ou d'enquêter sur toute question du ressort du Comité.
- Les dispositions des articles 4.2 et 4.3 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux réunions des sous-comités.

Article 5. Présentation et examen des plaintes

- 5.1 Lorsque des produits sont importés en Thaïlande à des prix inéquitables ou sont subventionnés, la branche de production nationale peut soumettre une plainte par écrit soit au Conseil du commerce soit au Conseil de l'industrie afin que ceux-ci formulent des avis ou des suggestions ou engagent d'autres procédures pertinentes qui seront utiles au Comité, avant de soumettre ladite plainte au Comité. En tout état de cause, la branche de production nationale intéressée peut présenter directement au Comité une plainte par écrit afin que celui-ci prenne des mesures conformément à la présente notification.
- 5.2 La plainte contiendra les renseignements ci-après:
- i) Nom du requérant, volume et valeur de la production du produit similaire du requérant.
 - ii) Description des produits importés à des prix inéquitables ou des produits subventionnés, nom des pays exportateurs ou des pays d'origine, nom des exportateurs ou des producteurs des pays d'origine, et nom des importateurs desdits produits.

- iii) Renseignements sur le volume des importations de produits dont il est allégué qu'elles sont vendues à des prix inéquitables ou subventionnées, y compris sur l'effet de ces importations sur les prix du produit similaire sur le marché intérieur, ou sur des branches de production connexes sur le marché intérieur.
- iv) Lorsque les produits sont importés à des prix inéquitables, le plaignant fournit des renseignements sur les prix desdits produits importés vendus à des fins de consommation intérieure dans les pays exportateurs ou les pays d'origine ou des prix auxquels les produits sont exportés vers un pays tiers ou le coût du produit, selon le cas, ainsi que des renseignements sur les prix à l'exportation ou les prix auxquels les produits sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant dans le pays.

Lorsque les importations sont subventionnées, le plaignant communique des renseignements sur les mesures de subventionnement.

Le Comité peut autoriser le plaignant à ne pas communiquer certains renseignements visés de i) à iv) s'il le juge utile.

- 5.3 L'examen de la plainte est clos dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ladite plainte. Si le Comité estime que la plainte n'est pas fondée, il met fin à la procédure et informe le plaignant par écrit du résultat de son examen. Si le Comité estime que la plainte est fondée, il donne suite à la procédure.

Article 6. Enquête

- 6.1 Le Comité mène une enquête dans les cas ci-après:

- i) s'il estime que la plainte est fondée conformément à l'article 5.3;
- ii) s'il estime qu'il y a des éléments de preuve suffisants de l'importation de produits à des prix inéquitables ou d'importations subventionnées.

- 6.2 L'enquête se déroule de la manière suivante:

6.2.1 Enquête préliminaire

- 1) Après avoir débattu de l'ouverture d'une enquête conformément à l'article 6.1, le Comité agit comme suit:
 - i) Il rend public un avis contenant des indications sur les produits et le pays exportateur soumis à l'enquête, la date d'ouverture de l'enquête, un résumé des renseignements préliminaires ainsi que le délai dans lequel les parties en cause pourront présenter par écrit leur point de vue ou leurs objections.
 - ii) Il informe l'exportateur, l'importateur, le plaignant et le représentant du pays exportateur de l'ouverture de l'enquête.
 - iii) Il envoie une copie de la plainte aux exportateurs et au représentant du pays exportateur. Lorsqu'une plainte est présentée par les parties en cause, le Comité peut la divulguer s'il le juge approprié.

- iv) Il envoie un questionnaire selon le modèle établi par lui aux exportateurs ou aux producteurs accusés d'exporter des produits à des prix inéquitables ou subventionnés et leur demande d'y répondre et de le lui renvoyer dans un délai de 30 jours à compter de la date où ils l'ont reçu. Ce délai peut être prorogé si le Comité le juge approprié.
- 2) A l'issue de la phase visée en 1), le Comité mène l'enquête et examine les éléments de preuve qui lui ont été communiqués. S'il ressort de l'enquête que les produits ont été importés à des prix inéquitables ou subventionnés et qu'ils ont causé ou menacent de causer un préjudice à la branche de production nationale et qu'une mesure provisoire est jugée nécessaire pour prévenir de nouveaux dommages pendant la durée de l'enquête, le Comité soumet les résultats de l'enquête au Ministre pour qu'il prenne une décision au sujet de l'application de la mesure provisoire.
- Si l'enquête montre qu'il n'y a pas d'importation de produits à des prix inéquitables ou d'importations subventionnées ou qu'il n'y a pas de dommage, le Comité y met fin.
- Si l'enquête montre que les différences de prix ou le taux de subventionnement des importations ont causé un dommage minimal, le Comité détermine s'il y a lieu d'y mettre fin.
- 3) Dès qu'une mesure provisoire a été imposée par le Ministre sur la suggestion du Comité, ou lorsque le Comité a décidé de clore l'enquête, le Comité publie une notification en vue d'informer toutes les parties en cause de la décision adoptée à l'issue de l'enquête préliminaire.
- 4) Une enquête préliminaire est achevée dans un délai de 160 jours à compter de la date à laquelle l'avis d'ouverture de ladite enquête a été rendu public. Le Comité peut, s'il le juge approprié, proroger de 50 jours la durée de l'enquête préliminaire. Il informe à l'avance les plaignants, les importateurs, les exportateurs et le gouvernement du pays exportateur ou du pays producteur de la prorogation.

6.2.2 Enquête finale

- 1) A l'issue de la phase visée à l'article 6.2.1 4), et la décision de poursuivre l'enquête ayant été prise, le Comité mène l'enquête finale en vérifiant les renseignements communiqués au cours de la phase préliminaire ou en recueillant des données de fait supplémentaires par rapport à celles qui ont été obtenues au cours de la phase préliminaire.
- 2) Au cours de l'enquête finale, le Comité se renseigne ou recueille les informations nécessaires auprès des importateurs, des exportateurs, des négociants, des agents, des producteurs, des institutions commerciales et/ou des organes gouvernementaux ayant un lien avec l'affaire qui fait l'objet de l'enquête. Le Comité peut, le cas échéant, mener une enquête dans un pays tiers après avoir notifié les parties en cause et le gouvernement dudit pays tiers et avoir reçu leur approbation.

Dans les cas où le Comité n'a pas rencontré de coopération alors qu'il tentait d'obtenir des renseignements supplémentaires, il utilise tous les éléments de preuve et tous les renseignements disponibles ou peut recourir à d'autres procédures afin d'obtenir des renseignements, le cas échéant.

- 3) Le Comité doit se fonder sur les faits et les renseignements qui lui ont été communiqués visés en 2). S'il est établi qu'il y a eu importation de produits à des prix inéquitables ou de produits subventionnés qui ont causé ou menacent de causer un dommage à la branche de production nationale, le Comité transmet les résultats de l'examen au Ministre en vue de l'imposition d'un droit spécial définitif.

Lorsqu'il est établi qu'il n'y a pas importation de produits à des prix inéquitables ou de produits subventionnés ou qu'il n'y a pas de dommage, le Comité met fin à l'enquête.

Dans les cas où le dommage est dû à des différences de prix ou au taux de subventionnement ou que le volume des importations est minimal, le Comité décide s'il y a lieu d'imposer un droit spécial.

- 4) Lorsque la détermination visant à imposer un droit spécial définitif a été rendue par le Ministre ou que le Comité a décidé de clore l'enquête, le Comité publie l'annonce des résultats de l'enquête finale et informe toutes les parties en cause.

6.3 A tout moment au cours de l'enquête, le Comité ménage aux parties intéressées la possibilité de présenter leurs arguments afin de préserver leurs intérêts.

6.4 Les parties intéressées peuvent examiner les documents qui ne contiennent pas de renseignements confidentiels et qui ont un rapport avec l'affaire objet de l'enquête dans la mesure où cela est jugé approprié et nécessaire, en présentant une demande à cet effet au Comité.

6.5 Dans les cas où les parties en cause fournissent des renseignements au Comité et lui demandent d'en préserver le caractère confidentiel, elles préparent un résumé des parties des renseignements susceptibles d'être divulgués et le transmettent au Comité. Le résumé doit contenir des éléments suffisamment substantiels pour permettre de comprendre les questions importantes. Dans certains cas où cela peut être justifié, le Comité peut décider de ne pas demander un tel résumé.

Si le Comité estime que les renseignements ne sont pas confidentiels ou si les parties en cause s'abstiennent de présenter un résumé des renseignements conformément aux dispositions du paragraphe qui précède sans l'approbation du Comité, celui-ci peut ne pas prendre en compte ces renseignements pour l'examen de l'affaire.

Les renseignements ne peuvent être divulgués sans l'approbation des parties en cause.

6.6 Le Comité clôt l'enquête dans un délai d'un an après son ouverture. Dans les cas extrêmement compliqués, ce délai peut être prorogé, le cas échéant.

Article 7. Détermination de l'existence d'un dommage

En vertu de la présente notification, le dommage dont le Comité est appelé à déterminer l'existence comprend un dommage déjà causé et un dommage susceptible à être causé.

7.1 L'examen du dommage déjà causé prend en compte les facteurs suivants:

- 1) Volume des importations de produits à des prix inéquitables ou de produits subventionnés et effet sur les prix des produits similaires produits dans le pays, et
- 2) Autres effets dus aux importations de produits à des prix inéquitables ou de produits subventionnés sur les producteurs nationaux de produits similaires.

7.2 L'examen d'un dommage susceptible d'être causé prend en compte les facteurs suivants:

- 1) Accroissement du taux d'exportation de ces produits à destination de la Thaïlande.
- 2) Accroissement du volume total d'exportations de l'exportateur considéré.
- 3) Baisse des prix intérieurs et création d'une demande d'importation de ces produits ou accroissement de la demande existante, sous l'effet des prix.
- 4) Augmentation des stocks de produits invendus.
- 5) En cas d'importations subventionnées, le Comité examinera la nature de la ou des subventions et les effets qu'elles pourraient avoir sur le commerce.

Article 8. Détermination des mesures par le Comité

- 8.1 En ce qui concerne les mesures provisoires, le Comité impose un droit spécial provisoire qui n'excède pas l'écart de prix ou le taux de subventionnement calculé par le Comité. Cette mesure provisoire est arrêtée dans un délai de 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête et n'est pas appliquée pendant plus de six mois, à moins que le Comité ne juge approprié de prolonger la période d'application.
- 8.2 Le droit spécial définitif ne doit pas excéder la différence de prix ou le taux de subventionnement.
- 8.3 Dans les cas où les produits sont importés à des prix inéquitables et où les produits sont subventionnés, le Comité décide d'imposer un droit spécial pour l'un ou l'autre cas.
- 8.4 La perception de droits spéciaux provisoires et définitifs prend effet à compter de la date où les décisions ont été prises et de la publication de l'Avis concernant les décisions issues de l'enquête préliminaire et de l'enquête finale.

Article 9. Engagements

- 9.1 Au cours de l'enquête, le Comité peut suspendre ou clore la procédure sans proposer de mesures provisoires ou sans imposer un droit spécial définitif si l'une des conditions ci-après est remplie: les exportateurs conviennent de prendre un engagement en matière de prix en acceptant la proposition d'ajustement du prix ou de cesser d'exporter des produits à un prix inéquitable ou de cesser d'exporter des produits faisant l'objet d'un dumping ou des produits subventionnés, ou le gouvernement du pays exportateur convient d'éliminer ou de limiter la subvention ou de prendre d'autres mesures qui produiront le même effet.

9.2 L'engagement selon lequel l'exportateur accepte la proposition d'ajustement des prix n'est présenté qu'après publication de l'avis concernant la décision issue de l'enquête préliminaire.

9.3 Une fois l'engagement souscrit, l'enquête peut se poursuivre si l'exportateur le demande ou que le Comité le juge approprié. Dès que le Comité constate qu'il n'y a aucune importation de produits à des prix inéquitables ou de produits subventionnés ou si aucun dommage n'apparaît, il est mis fin à l'engagement.

Dans les cas où l'exportateur a demandé au Comité de clore une enquête pour le motif qu'il n'y a aucun dommage, et que le Comité considère que l'absence de dommage est due à l'engagement, le Comité peut décider de maintenir l'engagement pour une période raisonnable.

9.4 En cas de violation de l'engagement, le Comité peut décréter d'urgence une mesure provisoire sur la base des renseignements disponibles. En pareil cas, si un droit spécial définitif a été imposé antérieurement en vertu de la présente notification, un droit spécial peut être perçu rétroactivement sur une période de 90 jours au plus avant l'application de la mesure provisoire; toutefois, aucune imposition ne s'applique à titre rétroactif aux importations déclarées pour la mise à la consommation avant la violation de l'engagement.

9.5 Le Comité peut demander aux parties à l'engagement de lui communiquer des renseignements à tout moment qui lui paraît approprié dans certaines situations.

9.6 Les dispositions concernant la détermination de la durée d'un droit spécial et son réexamen contenues à l'article 10 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 10. Durée et réexamen des droits spéciaux

10.1 Un droit spécial ne reste en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dommage et en aucun cas pendant plus de cinq ans à compter de la date à laquelle il a été imposé ou de la date du dernier réexamen.

10.2 Si le Comité le juge approprié ou à la demande des parties intéressées, et sur la base de renseignements fiables, le Comité peut réexaminer les mesures relatives à l'imposition d'un droit spécial. S'il est évident que l'imposition du droit spécial n'est plus nécessaire ou que le taux du droit spécial n'est pas adapté à la situation, le Comité soumet au Ministre une proposition visant à supprimer le droit spécial ou à en modifier le taux le cas échéant.

10.3 Il est procédé au réexamen du droit spécial conformément aux dispositions de l'article 6, *mutatis mutandis*.

Article 11. Remboursement du droit spécial

Un remboursement du droit spécial peut être ménagé dans l'un des cas suivants:

- 1) Dans les cas où l'enquête finale montre qu'il n'y a aucune importation de produits à des prix inéquitables ou de produits subventionnés ou qu'il n'y a aucun dommage, les droits spéciaux provisoires sont remboursés sans retard aux importateurs.
- 2) Lorsque l'enquête finale montre que le taux du droit spécial définitif est supérieur au taux du droit spécial provisoire déjà imposé, la différence entre les droits n'est pas recouvrée rétroactivement. Lorsque le droit spécial définitif est inférieur au droit spécial provisoire, la différence entre les deux droits est remboursée aux importateurs.

- 3) Lorsque, après la détermination relative à l'imposition d'un droit spécial définitif, les importateurs présentent une demande ou apportent des éléments de preuve démontrant que le droit spécial définitif est supérieur aux différences de prix ou au taux de subventionnement et que le Comité accepte les éléments de preuve démontrant que des droits trop élevés ont été perçus, le Comité soumet au Ministre une proposition visant à modifier le taux et à rembourser le trop-perçu aux importateurs sans retard mais en aucun cas plus d'un an à compter de la date de la demande de remboursement.

Article 12. Mesures visant à éviter le contournement d'un droit spécial

12.1 Le Comité peut soumettre au Ministre une proposition visant à imposer un droit spécial définitif pour des pièces ou composants importés destinés à l'assemblage de produits finis dans le pays, lorsque les conditions ci-après sont remplies:

- 1) Les pièces et composants considérés sont importés en vue de l'assemblage d'un produit similaire qui fait l'objet d'un droit spécial.
- 2) L'importateur de ces pièces et composants est lié à un producteur ou un exportateur du produit qui fait l'objet d'un droit spécial.
- 3) La source d'importation des pièces et composants de ces produits est la même que celle du produit qui fait l'objet d'un droit spécial.
- 4) Les pièces et composants sont considérés comme indispensables au produit fini.
- 5) Les importations des pièces considérées ont augmenté de manière substantielle depuis l'ouverture de l'enquête du produit qui fait l'objet d'un droit spécial.
- 6) La comparaison entre le prix du produit fini assemblé à l'aide de ces pièces et la valeur normale du produit similaire au produit qui fait l'objet d'un droit spécial donne des raisons suffisantes de penser que ces pièces sont importées à un prix inéquitable ou qu'elles sont subventionnées.
- 7) Il est nécessaire d'éviter que se reproduise un dommage à la branche de production nationale qui produit le produit similaire.

12.2 Lorsque les pièces et composants importés à un prix inéquitable ou subventionné sont assemblés dans un pays tiers et importés en Thaïlande sous forme de produits finis, le Comité peut recommander au Ministre d'imposer un droit spécial définitif sur lesdits produits finis.

12.3 Les dispositions concernant le taux des droits spéciaux, l'examen de ces droits et leur remboursement, contenues aux articles 8, 10 et 11, s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 13. Le Ministre du commerce est chargé de veiller à la mise en oeuvre de la présente notification.

Notifié le 26 septembre - B.E. 2534
Contresigné par:
Amaret Sila-on
Ministre du commerce